

TRIBUNES D'EXPRESSION LIBRE des groupes politiques du conseil municipal

LE KREMLIN-BICÊTRE EN COMMUN

Une inquiétante disparition...



La composition du Gouvernement Borne nous inquiète. Les absences de ministres chargés des transports et mobilités et de la politique de la ville sont pour le moins surprenantes, mais beaucoup ont aussi remarqué l'absence de ministre chargé du logement.

La crise de l'habitat est pourtant bien prégnante ! Plusieurs millions de nos concitoyens souffrent du mal logement dans toutes ses formes. La pression foncière s'accroît, les prix augmentent et les difficultés s'accumulent pour les plus modestes et les classes moyennes. Nous sommes convaincus que pour mener une vie digne et autonome, chaque personne doit pouvoir s'appuyer sur un logement décent et adapté. Ce défaut de volonté politique nous préoccupe et nous exaspère !

Avec les moyens dont elle dispose, la ville du Kremlin-Bicêtre agit pour mettre en œuvre une politique sociale du logement. Elle se mène dans la durée et avec constance pour obtenir des résultats concrets. La constitution de la coopérative HLM pour reprendre le contrôle de nos logements sociaux (ex-KBH) se précise. La mise en œuvre du permis de louer permet de lutter contre les logements insalubres et les vendeurs de sommeil. Cette mesure entre en vigueur le mois prochain. Enfin, nous continuons à porter le combat auprès du Gouvernement pour que l'encadrement des loyers devienne réalité dans notre territoire.

Alors que le Gouvernement déserte, le service public kreminoïse est et reste à vos côtés !

Corinne Bocabeille & Christine Museux

POUR UNE VILLE QUI NOUS RASSEMBLE

Il faut juguler la hausse des loyers !



Le logement est le premier poste de dépense des français. Lors de la présentation du nouveau gouvernement, ce secteur clé de la vie quotidienne n'est pas pris en considération à la hauteur des enjeux sociaux et environnementaux qu'il comporte. Le message est clair : au royaume des premiers de cordée, pas de place pour les HLM et leurs habitants.

Les associations de locataires sont unanimes : elles demandent le gel de l'indice de référence des loyers, qui suit la courbe de l'inflation. Cette mesure doit s'appliquer pour tous les locataires du parc privé comme du parc social. Cette mesure en faveur du pouvoir d'achat a l'avantage d'être peu coûteuse pour l'Etat. En effet, sans intervention forte de l'Etat, l'inflation, qui se remet à galoper, risque mécaniquement de faire flamber les loyers dont l'indice de référence, appliqué une fois l'an, repose sur celui des prix à la consommation.

Le loyer moyen mensuel étant de 600 euros, une hausse de 5 % représente un surcoût de 30 euros, soit 360 euros par an, qui s'ajoutent au renchérissement des autres charges, notamment l'énergie. Jusqu'ici les impayés de loyer n'ont pas augmenté, car les locataires font passer les loyers en priorité dans leurs dépenses, quitte à se priver sur d'autres postes. Mais pour combien de temps ?

Les élus du groupe « Pour une ville qui nous rassemble »,
PCF et Tous citoyens.

ELUS SOCIALISTES

De l'écologie solidaire à un avenir serein !



Le printemps s'est ouvert sur l'organisation du grand Festival de l'écologie populaire. Un événement qui nous oblige à observer la période qui s'ouvre et à faire le vœu que la lutte contre le réchauffement climatique transforme nos modes de production

vers une plus grande sobriété et une action publique fondée sur la raison et la science. Espérons que nous puissions, demain, collectivement, mieux maîtriser le redressement économique et la transition écologique, par une forte intervention publique qui permettra d'évaluer les politiques publiques à l'aune de critères humains, sociaux et écologiques. Ne serait-ce que pour accompagner les populations qui peuvent en payer le prix fort. Par ailleurs, au moment où notre continent européen vit les tensions les plus dures de son histoire depuis 60 ans et que tous les yeux sont légitimement rivés sur la guerre en Ukraine, ce drame nous impose aussi de réaffirmer nos défis sociaux et environnementaux.

Nous pensons donc avec force et conviction que les prochaines élections législatives revêtent une importance cruciale dans les défis d'avenir qui nous attendent. Tant sur la scène nationale que sur la scène européenne et internationale. A notre échelle, nous pouvons faire en sorte que les choses avancent dans le bon sens : celui d'un avenir sociale et solidaire pour tous les citoyens – un avenir qui sera coconstruit par l'ensemble des forces de la gauche unie !

Les élus du groupe socialiste

GÉNÉRATION ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE

Faire face au défi écologique



L'écologie est en danger. En nommant Amélie de Montchalin comme nouvelle Ministre de la transition écologique, Emmanuel Macron envoie un très mauvais signal. Rappelons que notre nouvelle Ministre a voté contre l'interdiction du glyphosate, contre l'arrêt de l'incitation à l'huile de palme et

contre l'indemnisation des victimes de pesticides. Après un bilan catastrophique en matière d'écologie, le message envoyé par le gouvernement est clair. Qui peut croire le gouvernement lorsqu'il affirme que l'écologie est l'une de ses priorités ?

Les législatives approchent et il est utile de rappeler que dans le classement des députés ayant le plus voté pour l'écologie, les 100 dernières places sont occupées par les membres de la majorité présidentielle dont 89 députés LREM. Mathilde Panot, députée de notre circonscription, arrive en tête de ce même classement.

Notre ville doit faire face aux défis du développement durable. L'état n'est pas à la hauteur et nous ne pouvons que constater la faiblesse de son engagement dans le transfert de moyens et de compétences. Pour autant, notre action reste résolument engagée en faveur de l'environnement. La première édition du festival de l'écologie a remporté un franc succès. Ce festival a été l'occasion de sensibiliser, de responsabiliser et de partager les bonnes pratiques. Malgré un contexte défavorable, nous restons pleinement engagés en faveur de l'écologie !

TRIBUNES D'EXPRESSION LIBRE

Groupes d'opposition

GRUPE ÉCOLOGISTE ET CITOYEN DU KREMLIN-BICÊTRE



La tribune du « Groupe écologiste et citoyen du Kremlin-Bicêtre » ne nous est pas parvenue

ENSEMBLE CHANGEONS LE KB

Chasse aux sorcières



Depuis sa réélection controversée en juillet 2020, JL Laurent organise une véritable purge stalinienne au sein des services de la mairie. De nombreux agents ont fait l'objet de mesures de rétorsion ou même de licenciements, d'autres ont été placardisés.

JL Laurent leur reproche d'avoir travaillé loyalement pour son prédécesseur. C'est à ses yeux impardonnable.

Pour les remplacer, il déroge aux règles de la fonction publique et nomme des contractuels à la place des fonctionnaires. Ceux-ci ont une qualité en commun, celle d'appartenir à son clan politique !

Une fois de plus, JL Laurent s'affranchit du droit de la Fonction Publique. Il confond emplois publics et emplois politiques en faisant de notre ville le premier employeur du MRC, minuscule parti politique dont il a la présidence.

Nous dénonçons la politisation de l'administration Kremlinoise. Les fonctionnaires doivent avoir une neutralité politique.

Ces nominations sont contraires à la rénovation des pratiques politiques et ont un impact exorbitant sur le budget de fonctionnement de la Ville !

Elles sont aussi contraires à la bonne gestion des ressources humaines car elles empêchent la promotion des fonctionnaires compétents.

Le climat social se dégrade et cela s'est traduit dernièrement par des mouvements de grève des agents de la ville.

Lionel Zinciroglu, Nadia Chiboub, Jean-Pierre Ruggieri, Laurence Couto, Latifa El Krete EnsembleChangeonsleKB@gmail.com

KREMLIN-BICÊTRE EN AVANT, RADICAL ET ÉCOLOGISTE

Assez d'une majorité méprisante, voire insultante, à l'égard de l'opposition



« Ça ne peut pas être plus clair que ça, lisez et vous aurez vos réponses » ce sont en substance les mots employés par un adjoint au maire, en pleine séance du conseil municipal, à l'endroit d'un élu de l'opposition qui rappelait que ses interrogations n'avaient pas fait l'objet d'explications de la part de la majorité. Il est donc demandé à l'opposition de se taire, d'être docile et de ne surtout pas soulever les erreurs récurrentes, incohérences grossières et zones d'ombre problématiques dans les rapports qui lui sont soumis. Ces propos aussi inacceptables qu'ils soient sont finalement assez peu surprenants. Nos questions et demandes d'accès à l'information qui nous est due sont systématiquement dénigrées, traitées avec mépris par le maire. Alors que nos droits sont ainsi régulièrement bafoués, ce sont in fine les Kremlinois qui restent sans réponse sur des aspects essentiels, victimes de ce détestable trait de personnalité si répandu parmi ceux qui se pensent au-dessus des lois. L'opposition – qui représente pourtant une large partie des habitants de notre ville – n'est pas considérée par Jean-Luc Laurent comme digne du respect le plus élémentaire, que ce soit lors de conseils municipaux ou ailleurs ; jusqu'au nom des personnes en faisant partie est occultable. Ce mépris ne sert-il pas dans le fond au maire de moyen de faire diversion dès que l'opposition évoque des sujets trop sensibles à son goût ?

Les tribunes publiées
par les groupes politiques
du conseil municipal
engagent la seule responsabilité
de leurs auteurs.